

**Chloé MORIN**  
**LES INAMOVIBLES DE LA RÉPUBLIQUE**  
**Vous ne les verrez jamais, mais ils gouvernent**  
**Éditions de l'Aube, fondation Jean Jaurès, Paris, 2020**

Diplômée de Sciences Po et de la London School of Economics, spécialiste de l'analyse d'opinion et de la communication publique, Chloé Morin a été « conseillère d'opinion » des Premiers Ministres Jean-Marc Ayrault et Manuel Vals de 2012 à 2016. Elle est aujourd'hui directrice de projets internationaux chez Ipsos et experte associée à la Fondation Jean-Jaurès. Elle sait donc de quoi elle parle. Son livre, d'une lecture facile, est plus difficile à comprendre pour qui, pas de pot, n'a fait ni Sciences Po, ni fréquenté cabinets ministériels et *think tanks* politiques. Un premier chapitre d'instruction civique pour citoyens sous-informés m'aurait été bien utile. Il a fallu attendre la page 76 pour avoir des précisions sur ce qui différencie un Directeur de Cabinet (du Ministre) d'un Chef de Cabinet, et un conseiller d'un chargé de mission... De même, je ne suis pas certain d'avoir encore une représentation bien claire des rôles, pouvoirs, missions, du Conseil d'État, de la Cour des Comptes, et encore moins des procédures de recrutement, nomination et promotion des personnels qui les constituent... pour Bercy, chacun croit connaître cette forteresse prétentieuse, ce labyrinthe anonyme qui fait régner partout sa loi sur les dépenses... sauf en cas de pandémie ! De même, je n'ai pas bien compris en quoi ces hauts fonctionnaires aux carrières zigzagantes et mobiles, pantoufles comprises, étaient inamovibles.

La thèse centrale de Chloé Morin repose sur le constat que l'administration française abuse de son pouvoir face à des politiques affaiblis, en bloquant par divers moyens à sa disposition, les décisions qui ne lui conviendraient pas. Un contre-pouvoir qui est devenu le pouvoir. Anonyme, opaque, reposant sur des réseaux de personnages plus soucieux de leurs carrières et de leur solidarité de Corps que de l'intérêt collectif, et s'identifiant à une élite experte méprisante du citoyen de base et des politiciens représentatifs ( ? ) réduits à faire de la communication.

Mais un État a besoin de personnes compétentes (une élite donc). Le déficit démocratique qui découle d'un fonctionnement que l'on doit en grande partie à Napoléon qui l'a mis en place (ah ! l'Empire, c'est vraiment la royauté en pire) découle d'un centralisme jacobin bien français. Chloé Morin dénonce à juste titre le fait que les hauts fonctionnaires sont rarement évalués, encore plus rarement sanctionnés, alors qu'aux niveaux des exécutants les exigences, évaluations et sanctions se font de plus en plus pesantes. Mais comment réformer un tel machin ? Supprimer l'ENA ? mettre en place un *spoils system* à l'américaine (le remplacement de la haute administration à chaque changement présidentiel) ? Notre conseillère hésite... la démocratie oui, mais comment ? En fin d'ouvrage, quelques pistes nous sont proposées : gestion des talents, mobilité plus grande, modification des procédures de promotion, « déparisianisation » de l'État, abandon d'une « pensée comptable », développement de l'intelligence collective, éthique de responsabilité, reprise de son pouvoir du politique... Des chantiers bien généraux (et généreux) donc à ouvrir, qui seront l'occasion encore de bien des débats, éclairés par des experts du compliqué, en attendant de véritables changements.

Mais, quand on est dans le système, peut-on réellement penser du dehors ? efficacité, évaluation et pragmatisme, réclamés par Chloé Morin, ne vont pas nécessairement dans le sens d'une éthique non technocratique.

Il y aurait peut-être pourtant quelques moyens plus immédiats d'apaiser les colères populaires et de « démocratiser » l'exercice du pouvoir. D'abord une information-formation claire pour tous sur les parcours d'études ; et aussi sur les circuits de décision administratifs opaques. Ensuite, une transparence inversée : pas celle des citoyens sous un œil numérique de plus en plus inquisiteur, mais celle des rémunérations, et même des revenus de tous, et la publication régulière de cartographies des réseaux d'Écoles et d'intérêts. Des carrières qui commenceraient obligatoirement par de longs stages au plus près du terrain, en régions comme on doit dire maintenant. Et peut-être aussi des limitations au pantouflage, ces passages du public au privé et retour qui facilitent réseautage et conflits d'intérêt. Et une réelle décentralisation qui ne peut se mettre valablement en place que si des sanctions fortes sont possibles pour les éventuels barons locaux qui abuseraient de leur pouvoir... On le voit, les chantiers sont nombreux... le problème est de trouver la plus petite réforme qui aura le plus d'impact positif prévisible. Exactement comme pour l'écologie, penser d'abord globalement puis choisir un point d'action local qui a suffisamment anticipé ses conséquences, positives et négatives, ses soutiens et ses oppositions.